

## ARRÊTÉ N° 2023-1242

### POLICE MUNICIPALE

**OBJET : Règlementation du stationnement à l'occasion d'un déménagement au droit du n°44 rue Victor Hugo à SAINT CYR SUR LOIRE.**

Monsieur le Maire de la commune de SAINT-CYR-SUR-LOIRE,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L. 2213-1 et L. 2213-2,

Vu les décrets n° 85-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs de police du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière,

Vu le Code de la Route,

Vu la demande de **DEMECO Transports CARRÉ – 26 rue de la Morinerie 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS – 02.47.32.26.26**

Considérant que le déménagement nécessite de réserver deux places de stationnement pour les véhicules de déménagement et que la circulation des véhicules et des piétons soit maintenue,

Sur proposition de Madame la Directrice générale des services,

## ARRÊTE

### ARTICLE PREMIER :

Pour la journée du **06 octobre 2023**, les mesures stipulées dans les articles suivants seront donc applicables :

- Interdiction de stationner sur deux emplacements matérialisés au droit du n°44 rue Victor Hugo par pose de panneaux B6a1,
- Autorisation de stationnement pour les véhicules de déménagement sur les emplacements précités avec matérialisation par cônes et pose de panneaux AK5 30 mètres en amont et aval du déménagement,
- Aliénation du trottoir avec indication du cheminement pour les piétons,
- La circulation des véhicules sur la chaussée sera maintenue,
- L'accès aux services et riverains sera maintenu,
- La chaussée sera laissée propre.

### Hôtel de ville

## **ARTICLE DEUXIEME :**

Cette réglementation sera affichée aux extrémités du déménagement. Elle sera également annoncée et signalée conformément aux instructions sur la signalisation routière en vigueur par les soins et aux frais de l'entreprise.

La signalisation correspondante ainsi que l'affichage du présent arrêté seront mis en place **au moins 48 heures à l'avance** par le demandeur et sous son entière responsabilité.

## **ARTICLE TROISIEME :**

Les véhicules en stationnement sur les emplacements indiqués à l'article 1<sup>er</sup> pourront, sur ordre des services de Police, être enlevés aux risques et frais de leurs propriétaires (article R417-10 du Code de la Route).

## **ARTICLE QUATRIÈME :**

Madame la Directrice générale des services de la ville de Saint-Cyr-sur-Loire et Madame la Directrice départementale de la sécurité publique d'Indre-et-Loire, sont chargées, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation leur sera adressée.

Une ampliation du présent arrêté sera également transmise à :

- Le chef du commissariat de secteur de police nationale de Tours Nord,
- La responsable du service de police municipale de Saint-Cyr-sur-Loire,
- Le directeur des services techniques et de l'aménagement urbain de Saint-Cyr-sur-Loire,

Il sera en outre transcrit sur le registre des arrêtés de la commune.

Fait à Saint-Cyr-sur-Loire, le sept septembre deux mille vingt-trois.

**Pour le Maire et par délégation,  
Le Cinquième Adjoint délégué à la sécurité publique,**



**Fabrice BOIGARD**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage, de sa notification et de sa transmission aux services de l'Etat chargés du contrôle de légalité. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.